

LES INCIDENTS MILITAIRES

M. Barthou répond

Tantôt par ceux qui ne comprennent pas que la défense nationale est la suprême loi de ce pays.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

M. Barthou. — Tantôt on reproche au Gouvernement de ne pas apporter assez de faits au vote des crédits, tantôt de ne pas en apporter trop.

LES PERQUISITIONS

A Paris. — Une protestation des syndicats.

Paris, 27 mai. — La commission administrative de la Bourse du Travail a rédigé une protestation qui a été communiquée à toutes les organisations adhérentes à la C. G. T.

Dans les Départements

A CAESTRE. — Un douanier antimilitariste. Hazebruck, 27 mai. — A Caestre, près d'Hazebruck, des perquisitions ont été opérées au domicile d'un douanier qui a été surpris par ses chefs au moment où il affichait sur le mur de la mairie, un placard contre le maintien de la classe sous les drapeaux.

A MONTPELLIER.

Deux artilleurs arrêtés. — Un troisième tente de se suicider. Montpellier, 27 mai. — Des lettres compromettantes ont été trouvées, à la caserne d'artillerie, dans le paquetage de quelques soldats canonniers, deux artilleurs ont été arrêtés.

A LYON

Le Conseil municipal proteste contre les perquisitions. Lyon, 27 mai. — Le Conseil municipal, réuni hier soir en séance privée de commission, a adopté un ordre du jour ainsi conçu :

A MARSEILLE

Mandats de comparution décernés contre des militants de la Bourse du Travail. Marseille, 27 mai. — A la suite des perquisitions opérées hier, des mandats de comparution ont été décernés contre plusieurs militants de la Bourse du Travail, notamment MM. Barrat, secrétaire général des dockers, et Durand, président du Comité de défense sociale.

A BORDEAUX

Des secours étaient distribués aux soldats déserteurs. Bordeaux, 27 mai. — Des lettres de militaires demandant des secours pour désertion ont été trouvées. Elles émanent de soldats d'infanterie coloniale appartenant aux garnisons de Brest et de Cherbourg.

LES JOURNAUX DE PARIS de mercredi matin

A PROPOS DE DISCOURS DE M. VIOLLETTE. De M. Latapie, dans la République Française : « Nous ne connaissons rien de plus abominable que cette agitation d'habitants de la communauté parlementaire couverte et qui pousse aux excès les maîtres, les maîtres que la loi étend et frappe rudement. »

LES CREDITS MILITAIRES

De M. Bérenger, sénateur, dans l'Action : « En votant à une très forte majorité les crédits nécessaires pour le maintien de la classe, la Chambre a entendu rendre effectives ses décisions de l'autre semaine. »

LES CREDITS MILITAIRES

De M. Bérenger, sénateur, dans l'Action : « En votant à une très forte majorité les crédits nécessaires pour le maintien de la classe, la Chambre a entendu rendre effectives ses décisions de l'autre semaine. »

LES CREDITS MILITAIRES

De M. Bérenger, sénateur, dans l'Action : « En votant à une très forte majorité les crédits nécessaires pour le maintien de la classe, la Chambre a entendu rendre effectives ses décisions de l'autre semaine. »

Nouvelles Locales

TOURCOING. — Une affaire de détournements PERQUISITION A ESQUERCHAIN. Un industriel de Tourcoing, ayant déposé une plainte en détournement contre son employé, le nommé Tiberghien, une perquisition fut pratiquée, mardi, à Esquerchain, chez le frère du dit Tiberghien, en vertu d'une commission rogatoire de M. Gobert, juge d'instruction, à Lille.

DANS LE PAS DE CALAIS

Cherbourg, 27 mai. — La semaine des manœuvres du Pas-de-Calais s'est terminée aujourd'hui. La « Marsaillaise », avec une escadrière de contre-torpilleurs, a rallié Cherbourg où elle va coopérer à l'exercice de lancement de torpilles avec la flottille de Cherbourg.

LA LOI DE TROIS ANS

M. L. HÉRISSE, président de la commission de l'Armée, demande qu'on fixe à lundi la discussion du projet sur la loi de trois ans.

LES LOIS SOCIALES

A la demande de M. Breton, la Chambre décide de consacrer une séance par semaine aux lois sociales. Cette séance ne saurait être celle des lundi, mardi et jeudi précédents que le gouvernement demande de consacrer à la loi de trois ans.

UN INCIDENT

Il terminait, applaudi de quelques amis de l'extrême-gauche, quand M. Barthou se lève et s'adressant au président :

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LE CONFLIT DES BALKANS

Salonique, 27 mai. — Le gouvernement grec, ayant pris pour base les plans du professeur autrichien Kummer, qui s'est spécialisé dans la construction des ports, a décidé de faire de Salonique un port franc.

UN ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Bezançon, 27 mai. — Un accident de chemin de fer, dû à une erreur d'aiguillage, s'est produit, ce matin, en gare de Bezançon-Viotte.

LES CONGRES DES SOUS-OFFICIERS DE DOUANES

Paris, 27 mai. — Dans sa séance d'aujourd'hui, le conseil des sous-officiers des douanes s'est réuni au projet de loi déposé par M. Klotz ministre des finances sur le bureau de la Chambre.

UN CANOT AUTOMOBILE CHAVIRE

Gerone, 27 mai. — Sur le lac Danolas, un canot automobile portant un soldat territorial a chaviré.

LES CONGRES DES SOUS-OFFICIERS DE DOUANES

Paris, 27 mai. — Dans sa séance d'aujourd'hui, le conseil des sous-officiers des douanes s'est réuni au projet de loi déposé par M. Klotz ministre des finances sur le bureau de la Chambre.

LES CONGRES DES SOUS-OFFICIERS DE DOUANES

Paris, 27 mai. — Dans sa séance d'aujourd'hui, le conseil des sous-officiers des douanes s'est réuni au projet de loi déposé par M. Klotz ministre des finances sur le bureau de la Chambre.

LE CONFLIT ORIENTAL

Salonique, 27 mai. — Le quartier général bulgare de Serres a donné au colonel Tchilingirof l'ordre de se tenir prêt à partir pour Serres avec tout son état-major.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

LES SOUVERAINS ANGLAIS

Berlin, 27 mai. — Les Souverains anglais ont été accompagnés, cet après-midi, à la gare, par l'empereur et l'impératrice. Ils sont partis pour Flessingue et Londres.

Bernière Heure

DE NOS CORRESPONDANTS PARTICULIERS & PAR FIL SPÉCIAL

LA SÉRIÉ POLITIQUE

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

LES INCIDENTS MILITAIRES

Paris, 27 mai. — Du moment où le projet ministériel était allé de l'armement à la guerre, le vote des crédits militaires est une affaire de principe.

Nouvelles Régionales

EXPLOITS DE BANDITS A BETHENCOURT. — Dans la nuit de la petite commune de Bethencourt, à deux kilomètres de Caudebec, un octogénaire, Mlle Lucienne Bracq, demeurant rue Cassine, a été l'objet d'une tentative de meurtre.

Nouvelles Sportives

DEPART POUR L'AMÉRIQUE. — Paris, 27 mai. — De nombreux coureurs cyclistes européens vont, cette saison, aller tenter fortune au-delà de l'Atlantique.

Nouvelles Sportives

DEPART POUR L'AMÉRIQUE. — Paris, 27 mai. — De nombreux coureurs cyclistes européens vont, cette saison, aller tenter fortune au-delà de l'Atlantique.

Nouvelles Sportives

DEPART POUR L'AMÉRIQUE. — Paris, 27 mai. — De nombreux coureurs cyclistes européens vont, cette saison, aller tenter fortune au-delà de l'Atlantique.

Nouvelles Sportives

DEPART POUR L'AMÉRIQUE. — Paris, 27 mai. — De nombreux coureurs cyclistes européens vont, cette saison, aller tenter fortune au-delà de l'Atlantique.

Nouvelles Sportives

DEPART POUR L'AMÉRIQUE. — Paris, 27 mai. — De nombreux coureurs cyclistes européens vont, cette saison, aller tenter fortune au-delà de l'Atlantique.

LES BANDITS EN AUTO

L'INTERROGATOIRE DE DIVIGNON ET DE SON AMIE. — Pontois, 27 mai. — Elisa Pans et Désiré Divignon ont été interrogés en présence de leur avocat par M. Doreau, juge d'instruction.

LES BANDITS EN AUTO

L'INTERROGATOIRE DE DIVIGNON ET DE SON AMIE. — Pontois, 27 mai. — Elisa Pans et Désiré Divignon ont été interrogés en présence de leur avocat par M. Doreau, juge d'instruction.

LES BANDITS EN AUTO

L'INTERROGATOIRE DE DIVIGNON ET DE SON AMIE. — Pontois, 27 mai. — Elisa Pans et Désiré Divignon ont été interrogés en présence de leur avocat par M. Doreau, juge d'instruction.

LES BANDITS EN AUTO

L'INTERROGATOIRE DE DIVIGNON ET DE SON AMIE. — Pontois, 27 mai. — Elisa Pans et Désiré Divignon ont été interrogés en présence de leur avocat par M. Doreau, juge d'instruction.

LES BANDITS EN AUTO

L'INTERROGATOIRE DE DIVIGNON ET DE SON AMIE. — Pontois, 27 mai. — Elisa Pans et Désiré Divignon ont été interrogés en présence de leur avocat par M. Doreau, juge d'instruction.